

Sechste Sitzung – Sixième séance

Montag, 13. Juni 1988, Nachmittag

Lundi 13 juin 1988, après-midi

14.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Reichling

Präsident: Ich wünsche Ihnen einen guten Tag. Die Sitzung ist eröffnet.

In den beiden eidgenössischen Volksabstimmungen von gestern Sonntag folgten Volk und Stände dem Antrag des Parlamentes nur in einem Fall. Die Initiative zur Herabsetzung des AHV-Rentenalters wurde klar abgelehnt. Sie widersprach dem Prinzip der Gleichbehandlung der Geschlechter, hätte hohe zusätzliche Kosten verursacht und war deshalb keine geeignete Antwort auf das angestrebte flexible Rentenalter. Der Weg für die 10. AHV-Revision ist jetzt frei. Unser System der sozialen Sicherheit muss auf soliden Fundamenten stehen, ohne einen allzu grossen Teil der Löhne abzuschöpfen.

Die Verwerfung des Verfassungsartikels über die koordinierte Verkehrspolitik darf nicht als Nein zum öffentlichen Verkehr interpretiert werden. Die verschiedenen erfolgreichen Vorlagen für den öffentlichen Verkehr auf Bundesstufe sowie verschiedene kantonale Abstimmungen über konkrete Vorlagen haben das noch gestern gezeigt. Die Notwendigkeit einer neuen Verfassungsbestimmung ist nicht klar aufgezeigt worden. Wir müssen das Verkehrsproblem mit konkreten Projekten wie der Realisierung von «Bahn 2000» und dem Bau einer neuen Alpentransversale lösen. Das Abstimmungsergebnis in den vom Schwerverkehr besonders betroffenen Kantonen zeigt, dass dieses Problem gelöst werden muss. Die Möglichkeiten der geltenden Rechtsgrundlagen müssen ausgeschöpft werden, um den Strassenverkehr umweltschonend zu gestalten, wobei repressive Massnahmen gegen den Privatverkehr vermieden werden müssen.

Fragestunde – Heure des questions

Frage 1:

Müller-Meilen. Nicht-Empfang des Dalai-Lama durch den Bundesrat

Refus du Conseil fédéral de recevoir le dalai-lama

Der Bundesrat hat es abgelehnt, dem Dalai-Lama zu gestatten, einem der Mitglieder der Landesregierung persönlich den Dank für die humanitäre Hilfe zugunsten der tibetischen Flüchtlinge auszusprechen. Welches waren die Gründe für diese ängstliche Zurückhaltung gegenüber dem religiösen Oberhaupt eines unterdrückten Volkes?

M. Felber, conseiller fédéral: Le dalai-lama se rendra prochainement dans notre pays où réside une importante communauté de ses corréligionnaires d'origine tibétaine, et cela comme il a eu l'occasion de le faire à plusieurs reprises déjà, au cours de ces dernières années.

La position des autorités fédérales à son égard demeure inchangée. C'est en sa qualité de chef spirituel que le dalai-lama a été régulièrement autorisé à se rendre dans notre pays, et ce toujours aux mêmes conditions, à savoir qu'il s'abstienne de toute activité politique et de tout propos public qui pourraient porter atteinte aux relations entre la Suisse et d'autres pays, cela conformément à l'arrêté du Conseil fédéral du 24 février 1948.

De même, lors de ses précédentes visites, il n'a pas été reçu par le Conseil fédéral ou ses représentants. Les autorités fédérales ne souhaitent pas cautionner la qualité de chef politique qui continue d'être attribuée au dalai-lama par certains de ses corréligionnaires. Le Tibet, malgré le statut très particulier qui est le sien, est considéré, aujourd'hui, par la communauté internationale, comme faisant partie de la République populaire de Chine.

Cela dit, le geste du Conseil fédéral n'est pas un geste d'hostilité. Nous n'en sommes pas moins sensibles à la reconnaissance qui a été exprimée par le dalai-lama à l'égard de notre pays, ce dont nous l'avons remercié par l'intermédiaire de l'Association d'amitié Suisse-Tibet qui avait sollicité, en sa faveur, une rencontre avec les autorités fédérales.

Frage 2: Stocker.

Wahl des Weihbischofs von Chur. Verfahren

Nomination de l'évêque coadjuteur de Coire. Irrégularités de la procédure

Wie stellt sich der Bundesrat zur Bischofswahl im Bistum Chur? Wie stellt er sich zum Wunsch nach einer «diplomatischen Intervention», da durch das römische Vorgehen das Recht der beiden Domherren des Standes Schwyz umgangen wurde?

M. Felber, conseiller fédéral: La procédure de nomination des évêques en Suisse ne relève pas de la compétence fédérale. Dans d'autres domaines aussi, les relations entre l'Eglise et l'Etat sont l'affaire des cantons. Le Conseil fédéral n'a par conséquent pas été saisi du problème de la nomination de l'évêque coadjuteur de Coire.

Frage 3:

Rechsteiner. Besuch der Präsidentin Aquino in der Schweiz

Visite en Suisse de la Présidente des Philippines

Präsidentin Corazon Aquino wird im Laufe der Woche zu einem Besuch in der Schweiz eintreffen. Ist der Bundesrat bereit, gegenüber Frau Aquino die stark angestiegene Zahl von Menschenrechtsverletzungen auf den Philippinen, die Frage der Einhaltung der Gewerkschaftsrechte und die Uebergrieffe der paramilitärischen Bürgerwehren (Vigilantes) zur Sprache zu bringen?

M. Felber, conseiller fédéral: Lors de la visite officielle que la présidente de la République des Philippines, Mme Corazon Aquino, effectuera à Berne mercredi prochain, le 15 juin 1988, diverses questions de politique intérieure philippine, d'intérêt pour notre pays, seront abordées.

Parmi celles-ci, le sujet des droits de l'homme, sous tous les aspects, notamment ceux auxquels M. Rechsteiner se réfère, sera soulevé. Il le sera d'ailleurs d'une manière telle que soit ainsi soulignée l'importance que la Suisse attache, dans le cadre général de sa politique étrangère, au respect des droits de l'homme.

Frage 4:

Zwygart. 40 Jahre Staatsgründung Israels. Nichtteilnahme des Bundesrates

40 ans de l'Etat d'Israël. Absence du Conseil fédéral aux festivités

An der offiziellen Feier der israelischen Botschaft in Bern zur 40jährigen Staatsgründung war der Bundesrat nicht vertreten. Was für Gründe haben den Bundesrat veranlasst, sich nicht offiziell an der Feier vertreten zu lassen?

M. Felber, conseiller fédéral: Chaque année, les représentations diplomatiques étrangères à Berne organisent des réceptions à l'occasion de leur fête nationale. Il n'est pas d'usage que les membres du Conseil fédéral y participent, même lorsqu'il s'agit d'une commémoration particulière. Cette mesure est donc généralisée pour toutes les fêtes nationales de tous les Etats représentés et accrédités par un ambassadeur dans notre pays.

Question 5:**Pini. Sondermüllexporte in die Dritte Welt
Exportation de déchets toxiques**

A la fin du mois de mai, la presse a dénoncé les activités d'une maison suisse, l'Intercontact de Belfaux (FR) qui, comme d'autres d'ailleurs, passerait des contrats avec des pays en développement pour la décharge de déchets industriels nuisibles à l'environnement et à la population, aucune garantie n'étant donnée quant au contrôle de l'entreposage. Me référant au rapport 1987 sur la participation de la Suisse aux activités internationales sur le plan de l'environnement et, en particulier, aux engagements pris dans le cadre des accords de l'OCDE relatifs aux déchets nuisibles, je demande au Conseil fédéral:

- 1. De confirmer ou au contraire d'infirmar les dénonciations parues dans les journaux du pays concernant la participation suisse à l'exportation de déchets toxiques;*
- 2. De dire, compte tenu notamment de l'actuelle campagne européenne de solidarité Nord-Sud, quelles mesures le gouvernement entend adopter pour combattre efficacement cette déplorable spéculation privée.*

Frage 6:**Büttiker. Sondermülltourismus in die Dritte Welt****Exportation des déchets spéciaux vers le tiers monde**

Verschiedene Nordseeanliegerstaaten beabsichtigen den Ausstieg aus der Hochseeverbrennung für Sonderabfälle. So ist Belgien ab Herbst 1989 nicht mehr bereit, Sonderabfälle aus der Schweiz aufzunehmen. Weil in den nächsten 5 Jahren mit den nötigen Kapazitätserweiterungen zur Entsorgung von Sondermüll in der Schweiz nicht zu rechnen ist, hat sich der Verdacht erhärtet, dass Schweizer Sondermüll in die Dritte Welt (z. B. Guinea-Bissau) exportiert wird.

Wie gedenkt der Bundesrat den Entsorgungsnotstand in der Schweiz sowie den Sondermülltourismus in die Dritte Welt zu vermeiden, und besteht die Möglichkeit, eine OECD-Bestimmung zur Kontrolle von Giftmülltransporten in die Entwicklungsländer in nationales Recht umzusetzen?

Question 7:**Longet. Giftdeponien in der Dritten Welt
Poubelles toxiques dans le tiers monde**

Les projets insensés récemment relatés par la presse d'exporter nos déchets toxiques dans le tiers monde ont heureusement été freinés par la résolution de l'Organisation des Etats Africains d'une part, les exigences de notre droit d'autre part. Mais la menace demeure. Dans l'attente de la mise en vigueur de la Convention mondiale proposée par notre pays que peut-on faire pour empêcher que des sociétés basées en Suisse et/ou impliquant des capitaux suisses se livrent hors de nos frontières à ce type de trafic?

Question 8:**Spielmann. Sondermüllexporte in die Dritte Welt
Exportation de déchets spéciaux vers le tiers-monde**

Face au problème important de l'élimination des déchets spéciaux produits dans notre pays, des entreprises utilisent ces produits à des fins commerciales en tentant de les faire accepter par des pays du tiers monde, la Guinée-Bissau par exemple. Le Conseil fédéral ne considère-t-il pas, lui aussi, que pour des raisons éthiques l'exportation de déchets spéciaux vers des pays du tiers monde doit être interdite? Est-il prêt à prendre des mesures pour mettre un terme à de telles pratiques?

Präsident: Herr Bundesrat Cotti beantwortet gleichzeitig die Fragen von Herrn Pini, Herrn Büttiker, Herrn Longet und Herrn Spielmann.

M. Cotti, conseiller fédéral: Il s'agit d'une situation très préoccupante, qui a été dénoncée il y a quelques jours et que M. Longet, dans son intervention, définit de manière très précise en disant: «les poubelles toxiques dans les pays du tiers monde».

Je répondrai en trois points aux questions posées. Première-

ment, si la Suisse devait avoir exporté des déchets spéciaux dans les pays en développement, on ne saurait en accuser le Conseil fédéral. En effet, depuis le 1er avril, les mouvements de déchets spéciaux de la Suisse vers l'étranger sont soumis au contrôle sévère de l'Office fédéral pour la protection de l'environnement. Toute exportation de déchets spéciaux dans quelque pays que ce soit doit être notifiée à l'office concerné et une autorisation est accordée seulement si certaines conditions sont remplies, en particulier si le pays importateur possède les installations nécessaires et le savoir adéquat pour le traitement de ces déchets et si ce pays importateur a été informé; sur cette base on peut assurer le Parlement qu'aucune autorisation d'exportation n'a été délivrée à ce jour pour les pays du tiers monde.

Deuxièmement, quant aux sociétés suisses – sociétés boîtes aux lettres – qui traitent éventuellement à l'étranger des affaires de ce genre, il est exclu que du point de vue de la surveillance des entreprises un quelconque contrôle soit exercé. La Suisse déplore néanmoins que certains pays industrialisés ne disposent pas encore des moyens juridiques dont nous disposons et qui leur permettraient d'exercer ce contrôle. Il est donc exclu que la Confédération puisse exercer un contrôle quelconque sur l'activité de sociétés suisses qui travaillent à l'étranger. C'est aux pays étrangers d'exercer ce contrôle.

Troisièmement, pour ce qui a trait à la situation intérieure, je résumerai en deux mots ce que j'ai déjà dit plusieurs fois ces derniers temps.

Parmi tous les problèmes d'environnement de ce pays, celui des déchets spéciaux est actuellement prioritaire, et nous accusons là un grave retard. Il est absolument essentiel que les cantons s'unissent afin de trouver un terrain propice aux installations d'élimination et d'entreposage de ces déchets. Il est acquis que, du point de vue technique et du point de vue économique, cette élimination peut se réaliser sans problème pour l'environnement. Il n'en reste pas moins que le problème de la localisation est très difficile. Le Conseil fédéral entend apporter son soutien aux cantons auxquels revient cette tâche ardue.

M. Pini: Dans ma question, j'avais surtout relevé les dénonciations que la presse avait publiées dans ce domaine, en particulier une dénonciation d'un député au Parlement européen qui visait directement l'activité d'une firme suisse. Je repose donc ma question. Si la Suisse officielle ignore le problème, il y a tout de même une situation réelle qui m'inquiète personnellement. Je voudrais donc savoir si oui ou non des entreprises suisses, même pour des déchets d'origine indigène, recourent à de tels procédés.

M. Cotti, conseiller fédéral: Il me semblait avoir dit clairement, Monsieur Pini, qu'il n'y a eu aucune exportation de déchets spéciaux suisses ni de la part d'entreprises suisses ni de la part d'entreprises étrangères installées en Suisse en direction du tiers monde. Au contraire, il paraît acquis que des sociétés suisses exercent cette activité à l'étranger; mais la Suisse n'a aucun moyen de contrôler ce qui se fait sur le territoire d'autres pays. Je peux ajouter – mais vous le savez certainement – que la Suisse a lancé, il y a deux ans, l'idée d'une convention internationale à ce sujet et que nous aurons le plaisir de réunir une conférence des ministres concernés à Bâle l'année prochaine, dans le but de signer un accord mondial à ce sujet. Mais dans ce domaine les accords internationaux ne constituent qu'un premier pas, encore faut-il les mettre en pratique.

Frage 9:**Leutenegger Oberholzer. Bekämpfung des Sommersmogs
Lutte contre le smog estival**

Seit mindestens einem Jahr warten Kantone und Bevölkerung auf eidgenössische Richtlinien und ein Massnahmenkonzept des Bundes zur Bekämpfung der übermässigen Ozonbelastung im Sommer. Angesichts der bevorstehenden Sommermonate und der gesundheitlichen Gefährdung der Bevölkerung durch die überhöhten Ozonwerte sind die Kan-

tone Baselland und Basel-Stadt nun aktiv geworden und haben eigene Entwürfe zur Bekämpfung des Sommersmogs ausgearbeitet. Ein isoliertes Vorgehen aller einzelnen Kantone ist aber nur als Uebergangslösung sinnvoll. Von seiten des Bundes sind Massnahmen dringend nötig.

Wie ist das weitere Vorgehen des Bundesrates zur Bekämpfung der übermässigen Ozonbelastung im Sommer, und auf wann sind vom Bund Richtlinien und Massnahmenkonzepte – einschliesslich der Festlegung von Interventionswerten – zur Bekämpfung des Sommersmogs zu erwarten?

Bundesrat **Cotti**: Die Problematik des Sommersmogs ist dem Bundesrat durchaus bekannt. Im Auftrag des BUS befasst sich zurzeit die Eidgenössische Kommission für Lufthygiene – die EKL – mit diesem Themenkreis. Wegen der komplexen Problemstellung wird die Kommission – wie mir Herr Wanner, der Präsident dieser Kommission, noch vor wenigen Tagen bestätigt hat – erst gegen Ende des Jahres mit einem Bericht ihre Arbeiten beenden können. In der Zwischenzeit haben – wie Sie richtigerweise bemerken – einige Kantone dem Bund gewisse Vorschläge unterbreitet, wie sie aus eigener Initiative noch für den nächsten Sommer dem Problem begegnen könnten. Die Vertreter der entsprechenden Kantone werden – wie Sie erwähnen – von der eidgenössischen Kommission am 20. Juni angehört. Ich habe mir von der Kommission versprechen lassen, dass eine erste Antwort noch vor Ende Juni erfolgen wird. Die abschliessende Behandlung des Themenkreises ist jedoch nicht vor Ende des Jahres zu erwarten.

Frau **Leutenegger Oberholzer**: Ich danke Ihnen für die Zusicherung, dass wenigstens die Kantone, die etwas im Kampf gegen den Sommersmog unternehmen wollen, vom Bundesrat bis Ende Juni eine Antwort erhalten. Ich bin aber nicht zufrieden in bezug auf die Beantwortung der Frage nach dem Erlass von Richtlinien und der Festlegung von Interventionswerten von seiten des Bundes. Ich glaube nicht, dass es sinnvoll ist, dass alle Kantone unkoordiniert einzelne Massnahmen ergreifen. Ich frage Sie nochmals an: Können wir wenigstens darauf zählen, dass der Bundesrat für 1989 Empfehlungen zum Sommersmog abgeben und Interventionswerte festlegen wird? Können wir auch darauf zählen, dass Sie die Empfehlungen der Eidgenössischen Kommission für Lufthygiene diesmal beachten und nicht abgeschwächte Interventionswerte festlegen, wie das beim Wintersmog der Fall war?

Bundesrat **Cotti**: Sobald die Kommission – Ende Jahr – ihren Bericht abgeliefert haben wird, wird der Bundesrat aufgrund dieser Vorschläge Massnahmen prüfen. Ueber das Abweichen unserer Massnahmen von den von der Kommission vorgeschlagenen habe ich mich schon oft ausgesprochen. Der Bundesrat ist zwar nicht an die Vorschläge der beratenden Kommissionen gebunden, aber er ist wegen der Sachkenntnis dazu berufen, sich auf diese Vorschläge abzustützen. Wenn die Vorschläge der Kommission in einzelnen Punkten von Vorschlägen kompetenzmässig gleicher Gremien des Auslandes wesentlich abweichen, behält sich der Bundesrat die Vergleichsmöglichkeit natürlich mindestens vor.

Frage 10:

Stocker. «Kinder der Strasse». Aufsatz eines Nationalrates Affaire des «Enfants de la Grand-Route». Ecris d'un conseiller national

Wie stellt sich der Bundesrat zum Wirbel, den der Aufsatz eines Nationalrates ausgelöst hat, der in der Zeitschrift der Stiftung Pro Juventute die Verbrechen am fahrenden Volk verharmlost und verzerrt?

Wie gedenkt der Bundesrat als Aufsichtsbehörde der Stiftung Pro Juventute die Empörung der Betroffenen ernstzunehmen und die Zweifel breiter Bevölkerungskreise an der Ernsthaftigkeit der Wiedergutmachungsbemühungen der Schweizer Behörden zu zerstreuen?

Bundesrat **Cotti**: Es dürfte bekannt sein, dass der Bund seit längerem aktiv an den Wiedergutmachungsbemühungen zugunsten der Kinder der Landstrasse teilnimmt. Sie wissen, dass sich Herr Egli im Jahre 1986 als damaliger Bundespräsident öffentlich für den Bund und für das Schweizer Volk entschuldigt hat. Darin liegt die Anerkennung einer seinerzeitigen Diskriminierung.

Was nun die von Ihnen beanstandete Publikation anbetrifft, so zeichnet selbstverständlich die Stiftung Pro Juventute als Herausgeber dafür verantwortlich. Die Stiftung ist autonom. Eine aufsichtsrechtliche Intervention des Bundesrates kommt nicht in Frage. Der Stiftungsrat muss selber – bei aller Wahrung der Bewertung einer Publikation, die ja eine wissenschaftlich-geschichtliche Zielsetzung hatte – beurteilen, ob die Publikation zweckmässig und opportun war. Ich möchte noch betonen, dass der Präsident der Stiftung Pro Juventute, Herr alt Bundesrat Friedrich, mir vor kurzem noch mitgeteilt hat, dass die Stiftung voll und ganz hinter ihrer Entschuldigung vom 7. Mai 1987 stehe. Mehr kann ich dazu nicht sagen.

Frage 11:

Fankhauser. Strahlender Abfallstahl Déchets d'acier radio-actifs

In Deutschland wird der Atommüll-Stahl so verwertet (Radiobericht 24.4.88 Südwestfunk), dass er zum normalen Stahlabfall beigemischt wird. Die Strahlung soll nach der Beimischung bis zu 500 Becquerel pro kg Masse erreichen. Die aus der Stahlmischung erzeugten Produkte strahlen still vor sich hin. Die Auswirkungen sind im Moment nicht vorausehbar und später auch noch kaum zu beweisen.

Wie wird in der Schweiz das Abfallproblem des verstrahlten Stahles gelöst? Welche Vorkehrungen werden unternommen, um die Einführung von verstrahltem Stahl zu verhindern?

Bundesrat **Cotti**: Das Problem von verstrahltem Stahl stellt sich insbesondere bei Stilllegung und Abbruch von nuklearen Anlagen und Teilchenbeschleunigern. Verstrahlter Stahl kann ausserhalb kontrollierter Zonen nur wiederaufgearbeitet und weiterverwendet werden, wenn die Kriterien bezüglich Strahlenschutz erfüllt sind. Diese Kriterien garantieren, dass keine Personen unzulässig bestrahlt werden. Wenn keine Weiterverwendung des Stahles vorgesehen ist, wird er wie radioaktiver Abfall behandelt.

Die technischen Freigabekriterien werden in die neue Strahlenschutzverordnung, die sich zurzeit in Ausarbeitung befindet, integriert. Der Import radioaktiver Stoffe ist bewilligungspflichtig.

Frage 12:

Diener. Versuch mit «Tempo 80» auf der N 1 (Umfahrung Winterthur) 80 km/h à titre d'essai sur la N 1 (contournement de Winterthur)

Auf Antrag der Stadt Winterthur hat der Regierungsrat des Kantons Zürich das Begehren an den Bundesrat gerichtet, auf der N 1-Umfahrung Winterthur die Tempolimiten versuchsweise auf 80 Stundenkilometer herabzusetzen. Damit sollte ein wesentlicher Beitrag zur Senkung der Luftschadstoffe auf dem Gebiet der Stadtgemeinde Winterthur geleistet werden, da die Luftschadstoffe weit über den zu erreichenden Grenzwerten liegen. Mit einer Elektrowatt-Studie wurde eine Senkung der Stickoxid-Emissionen von über 10 Prozent errechnet.

Leider hat der Bundesrat dieses Begehren abgelehnt, obwohl er die Kantone und Gemeinden angewiesen hat, Massnahmen zu ergreifen, um die Schadstoffbelastung in der Luft auf ein erträgliches Mass zu reduzieren.

Welche Wege schlägt der Bundesrat nun der Stadt Winterthur vor, um zur angestrebten Schadstoffreduktion zu gelangen?

Frage 13:**Grendelmeier. Versuch für Tempo 80 auf der N 1. Ablehnung des Bundesrates****Essai de limitation de vitesse sur la N 1. Refus du Conseil fédéral**

Der ablehnende Entscheid des Bundesrates bezüglich des Versuches auf der N 1 um Winterthur Tempo 80 km/h einzuführen, ist bei einem grossen Teil der Winterthurer Bevölkerung auf Unverständnis und Empörung gestossen.

Wie kann der Bundesrat diese Haltung in Einklang bringen mit seiner früheren Ansicht, die Kantone hätten nun die Aufgabe, jede Massnahme durchzuführen, die dazu dient, die Schadstoffe in der Luft abzubauen?

Bundesrätin Kopp: Die Ende 1987 ausgelaufenen generellen Tempolimiten sind bis Ende 1989 verlängert worden, um zu ermöglichen, dass die Auswirkungen dieser Limiten auf das Verkehrsgeschehen und die Umweltbelastung – unter Einschluss der Erhebungsdaten 1987 – abgeklärt werden können. Diese Auswertung ist gegenwärtig im Gang. Dem Bundesrat erscheint es nicht zweckmässig, ohne diese Auswirkungen zu kennen und daraus Schlussfolgerungen gezogen zu haben, Hand zum verlangten isolierten Versuch in Winterthur zu bieten.

Aus dem vom Gesundheitsamt der Stadt Winterthur angeordneten Gutachten geht hervor, dass der für 1994/1995 prognostizierte Referenzzustand für Stickoxide im Raume Winterthur bereits 1987 erreicht wurde. Die Stickoxidkonzentrationen seien 1986 gegenüber 1985 um ganze 30 Prozent zurückgegangen und zeigten weiterhin rückläufige Tendenz. Die Stickoxidkonzentrationen im Raume Winterthur dürften 1994/1995 im Jahresmittel kaum über dem Immissionsgrenzwert der Luftreinhalteverordnung liegen, zumal die Stickoxidbelastung durch Motorfahrzeuge infolge der Zunahme der Katalysatorfahrzeuge um 9 Prozent jährlich abnimmt. Der Bundesrat hat deshalb auch keine Veranlassung, der Stadt Winterthur konkrete Wege vorzuschlagen.

Frau Grendelmeier: Ich bin sehr froh, dass es offenbar mit der Luft um Winterthur herum bessert. Auf der anderen Seite habe ich etwas Mühe zu denken, dass man vor vier Jahren, als der Bundesrat noch ein sehr progressives Gremium war, diese Möglichkeit ohne weiteres gegeben hätte, wenn die Regierung eines Kantons und eine Stadtregierung das gewünscht hätten. Es scheint mir unklug zu sein, diesem Wunsch jetzt nicht zu entsprechen.

Meine Zusatzfrage lautet: Könnte es sein, dass der Bundesrat – wenn man bedenkt, wann dieses Verbot kam, nämlich unmittelbar nach dem Sieg der Autopartei im Kanton Thurgau – schwach geworden ist? (*Heiterkeit*)

Bundesrätin Kopp: Der Bundesrat wird niemals schwach. (*Heiterkeit*) Im übrigen darf ich Frau Grendelmeier darauf hinweisen, dass zwar die Regierung des Kantons Zürich und der Stadtrat der Stadt Winterthur dieses Begehren stellten, dass aber die Regierungen sämtlicher Ostschweizer Kantone energisch gegen diesen Versuch protestiert haben. Der Bundesrat hat bei seinem Entscheid auf die Argumente abgestellt, die ich Ihnen dargelegt habe.

Frage 14:**Kühne. Bäuerliches Bodenrecht. Erscheinen der Botschaft Droit foncier rural. Publication du message**

Der schweizerische Bauernverband hat wiederholt darauf hingewiesen, dass vor dem Volksentscheid über die Stadt-Landinitiative die Vorschläge des Bundesrates zur Aenderung des bäuerlichen Bodenrechtes bekannt sein sollen. Erscheint die Botschaft rechtzeitig vor der Volksabstimmung vom 4. Dezember 1988?

Bundesrätin Kopp: Der Bundesrat wird sich voraussichtlich in der ersten Hälfte Oktober mit der Botschaft über das bäuerliche Bodenrecht befassen. Da es erfahrungsgemäss mehrere Wochen dauert, bis nach Verabschiedung durch

den Bundesrat die Botschaft im Bundesblatt veröffentlicht werden kann, werden unmittelbar nach der Beschlussfassung der Gesetzesentwurf und eine Erläuterung in Kurzfassung als separate Drucksache für den Abstimmungskampf zur Verfügung stehen. Ihre Frage kann also mit Ja beantwortet werden.

Frage 15:**Bäumlin Ursula. Frauen aus der Dritten Welt in der Schweiz. Interdepartementaler Bericht Femmes du tiers monde en Suisse. Rapport interdépartemental**

Das «Dritt-Welt-Fraueninformationszentrum FIZ» hat im Frühjahr 1985 die Probleme und Schwierigkeiten der Frauen, die in die Schweiz als Gogo-Tänzerinnen, als Ehefrauen oder als Prostituierte kommen respektive gebracht werden, Frau Bundesrätin Kopp mitgeteilt und von dieser einen von einer interdepartementalen Arbeitsgruppe erarbeiteten Bericht versprochen erhalten. Trotz mehreren Nachfragen hat das FIZ bis heute von diesem Bericht nichts zu sehen bekommen.

Wann wird dieser Bericht fertig und publiziert? Was sind die Gründe für die Verzögerung der Arbeit der genannten interdepartementalen Arbeitsgruppe?

Bundesrätin Kopp: Der Bericht der interdepartementalen Arbeitsgruppe über die Situation von Frauen aus der Dritten Welt in der Schweiz soll der Öffentlichkeit noch in diesem Sommer vorgestellt werden. Die Arbeitsgruppe hatte im Mai 1986 die Arbeit aufgenommen und ein Jahr später einen Berichtsentwurf abgeliefert. Dieser vermochte jedoch nicht restlos zu befriedigen und wurde seither gründlich überarbeitet. Die definitive Bereinigung steht vor dem Abschluss.

Frage 16:**Fankhauser. Menschenhandel mit Filipinas und Filipinos Traite de ressortissants philippins**

Laut Zeitungsmeldungen sind am Mittwoch, dem 1. Juni 1988, 29 heimlich eingereiste Filipinas und Filipinos im italienischen Grenzort Clivio festgenommen und den Schweizer Behörden überstellt worden. Es soll sich vorwiegend um Frauen handeln, die für die Prostitution bestimmt waren und über die Schweiz geschleust wurden.

Was ist nach der Festhaltung dieser Personen geschehen? Was unternimmt der Bundesrat, national und international, um den Menschenhandel in dieser und anderen Formen zu unterbinden?

Bundesrätin Kopp: Die am 1. Juni 1988 an der schweizerisch-italienischen Grenze zurückgewiesenen 29 philippinischen Frauen und Männer wurden unter Begleitung von zwei Polizeibeamten des Kantons Tessin nach Basel zurückgeführt, um dort der deutschen Grenzpolizei übergeben zu werden. Zwischen der Schweiz und der Bundesrepublik Deutschland gilt in einem solchen Fall das Abkommen vom 25. Oktober 1954 über die Uebernahme von Personen an der Grenze.

Auf nationaler Ebene ist das Problem von einer interdepartementalen Arbeitsgruppe geprüft worden. Ich habe im Zusammenhang mit der Antwort an Frau Bäumlin bereits von diesem Bericht gesprochen. Er wird also demnächst veröffentlicht werden.

Auf internationaler Ebene wurden 1985 anlässlich der Weltkonferenz in Nairobi, an der die Schweiz durch eine Delegation unter meiner Leitung teilnahm, mehrere Empfehlungen an die Staaten verabschiedet. Im weiteren hat der Bundesrat am 23. Januar 1987 das Uebereinkommen der Vereinten Nationen zur Beseitigung aller Arten der Diskriminierung der Frauen vom 18. Dezember 1979 unterzeichnet. Dieses Uebereinkommen verpflichtet die Unterzeichnerstaaten, alle geeigneten Massnahmen zu ergreifen, um den Handel mit Frauen und die Ausbeutung der Prostitution in allen Formen zu bekämpfen.

Frage 17:**Ruf. Tamilischer Asylanten-Drogenhändler. Fehlende Landesverweisung****Trafiquant de drogue tamoul. Expulsion rapportée**

Vor kurzem hob (gemäss Presseberichten) der Regierungsrat des Kantons Bern zur Empörung breiter Bevölkerungskreise im Falle eines wegen Heroinhandels zu 33 Monaten Gefängnis verurteilten tamilischen «Flüchtlings» aus Sri Lanka die gerichtlich angeordnete Landesverweisung auf und beschloss die Entlassung des Verbrechers aus der Auslieferungshaft.

Treffen diese Angaben zu; auf welche Rechtsgrundlagen stützt sich der bedenkliche Aufschub der Berner Regierung; wie stellt sich der Bundesrat zu diesem Fall; teilt er die Auffassung, durch die Duldung von kriminellen Asylanten in der Schweiz verliere die offizielle Asylpolitik den letzten Rest an Glaubwürdigkeit; bestehen Möglichkeiten seitens des Bundes, derart beschämende Entscheide kantonaler Behörden zu verhindern bzw. aufzuheben?

Bundesrätin Kopp: Der Regierungsrat des Kantons Bern hat mit Entscheid vom 18. Mai 1988 einen als Flüchtling anerkannten Tamilen aus Sri Lanka, der wegen Drogenhandels zu 33 Monaten Gefängnis verurteilt worden ist, aufgrund von Artikel 38 StGB aus dem Strafvollzug entlassen und die Landesverweisung in Anwendung von Artikel 55 StGB probeweise aufgeschoben.

Das Departement prüft gegenwärtig die Chancen einer Verwaltungsgerichtsbeschwerde und wird diesen Entscheid allenfalls beim Bundesgericht anfechten.

Frage 18:**Steffen. Entschädigung für Dolmetscher im Asylverfahren Procédures d'asile. Rétribution des interprètes**

Einem Artikel aus dem Zuger Tagblatt vom 25. April 1988 ist zu entnehmen, dass unter anderem auch im Kanton Zug Tamilen und Pakistani quasi als vollamtliche Dolmetscher in Asylverfahren tätig sind, die von einer Befragung zur andern eilen. Das durchschnittliche Einkommen eines solchen Reisedolmetschers beträgt 12 000 Franken pro Monat, was der Besoldung eines hohen Bundesbeamten der Ueberklasse VI entspricht. Welche Entschädigungsansätze für Dolmetscher erscheinen dem Bundesrat als angemessen?

Bundesrätin Kopp: Damit die Parteiaussage im Asylverfahren zuverlässig festgestellt werden kann, bedarf es im Falle von Asylbewerbern, die keiner Landessprache mächtig sind, qualifizierter Dolmetscher. Die Entschädigung dieser anspruchsvollen Arbeit richtet sich nach kantonalen Tarifen, die auch bei Gerichten Anwendung finden. Beim Bund wird diese Arbeit mit 65 Franken pro Stunde abgegolten.

Frage 19:**Spielmann. Philippinen. Menschenrechte und Marcos-Vermögen****Philippines. Droits de l'homme et fortune de Marcos**

La présidente des Philippines, Madame Aquino, va être reçue par le Conseil fédéral. Au cours de ces rencontres, notre gouvernement est-il prêt à répondre sur la question du retour de l'argent du peuple philippin détourné par Marcos et enfoui dans les banques suisses, et d'exprimer la volonté de voir améliorer la situation des droits de l'homme gravement violés par des groupes paramilitaires proches du gouvernement?

Bundesrätin Kopp: Das Rechtshilfeverfahren in Sachen Marcos und Konsorten wird eines von mehreren Gesprächsthemen beim Besuch von Frau Aquino bilden.

Nachdem der philippinische Generalstaatsanwalt ein Rechtshilfebegehren um Herausgabe der Bankunterlagen und um Rückgabe der fraglichen Vermögenswerte gestellt hat, obliegt es den Untersuchungsrichtern in Freiburg, Genf und Zürich, über dieses Begehren zu entscheiden, wobei in letzter Instanz wohl das Bundesgericht darüber zu urteilen haben wird.

Der Bundesrat kann deshalb nicht vorzeitig in dieses Verfahren eingreifen.

Frage 20:**Dreher. Volksinitiative «Pro Tempo 130/100»****Initiative «Pro vitesse 130/100». Date de la votation populaire**

Am 15. Januar 1985 wurde die Volksinitiative «Pro Tempo 130/100» mit 256 207 beglaubigten Unterschriften eingereicht. Es handelt sich bei dieser Initiative um ein echtes Volksbegehren, bei dem wirklich jedermann weiss, um was es geht. Breite Bevölkerungskreise verstehen daher nicht, dass diese Initiative dem Souverän noch immer nicht zum Entscheid vorgelegt wurde.

Ist der Bundesrat in der Lage, einen verbindlichen Termin für diese Volksabstimmung zu nennen, zumal der «Grossversuch» mit Richtgeschwindigkeit 130 auf Autobahnen und Tempo 100 ausserorts in Deutschland tagtäglich stattfindet.

Bundesrätin Kopp: Die nationalrätliche Kommission hat, nachdem der Ständerat die Volksinitiative «Pro Tempo 130/100» am 17. Dezember 1987 Volk und Ständen zur Ablehnung empfohlen hat, am 25. Februar beschlossen, die Beratungen bis zum Vorliegen der Ergebnisse des Versuches mit Tempo 80/120 zu verschieben. Die Auswertung dieses Versuches ist zur Zeit im Gang. Sie dürfte bis im Sommer 1988 vorliegen.

Ein verbindlicher Termin für die Volksabstimmung «Pro Tempo 130/100» kann erst festgelegt werden, nachdem die nationalrätliche Kommission und der Nationalrat einen Beschluss gefasst haben und allfällige Differenzen zwischen den beiden Räten bereinigt sind.

Frage 21:**Wanner. Betrieb der Basisspitäler****Pénurie de personnel dans les hôpitaux de base**

Trifft es zu, dass gegenwärtig der Betrieb der Basisspitäler wegen fehlendem Personal nicht gewährleistet werden könnte? Wenn ja, welche Massnahmen gedenkt der Bundesrat zu treffen, um diesen Zustand zu verbessern?

Bundesrat Koller: Es trifft nicht zu, dass der Betrieb der militärischen Basisspitäler nicht sichergestellt werden könnte. Zwar bestehen bei den Rotkreuz-Spitaldetachementen, die in diesen Spitalern eingesetzt werden – es handelt sich um weibliches Berufspersonal –, grosse Unterbestände. Die wichtigsten Kaderfunktionen, die für den Betrieb der Spitäler unerlässlich sind, lassen sich aber besetzen. Das für die Patientenpflege fehlende weibliche Berufspersonal kann rein zahlenmässig durch Spitalsoldaten ersetzt werden, deren Ausbildung seit 1983 wesentlich verbessert wurde. Dennoch ist nicht zu übersehen, dass das männliche Spitalpersonal nicht die gleiche medizinische und pflegerische Betreuung gewährleisten kann, wie dies mit Berufspersonal des Rotkreuzdienstes möglich wäre.

Das Militärdepartement nimmt daher das Problem des fehlenden Rotkreuzpersonals sehr ernst. Die Militärkommission Ihres Rates ist am 10. Mai dieses Jahres ausführlich über die heutige Lage und über die Massnahmen zu deren Verbesserung orientiert worden. Es geht insbesondere darum, in den Bereichen Information, Werbung und Ausbildung Verbesserungen vorzunehmen. Entscheidend ist dabei, dass die politischen Behörden – vor allem auch diejenigen der Kantone – und die Arbeitgeber die Bemühungen der Armee und des Roten Kreuzes unterstützen, so dass den interessierten Frauen die Dienstleistung im Rotkreuzdienst ermöglicht werden kann. Im Herbst dieses Jahres wird das Schweizerische Rote Kreuz eine besondere Werbeaktion starten, die mithelfen soll, das heute fehlende Rotkreuzpersonal zu rekrutieren.

Frage 22:**Fierz. Aids-Information in der Armee
SIDA. Information à l'armée**

Das Bundesamt für Gesundheitswesen hat rechtzeitig für Schulen und Kurse der Armee im ersten Halbjahr 1988 ein Informationskonzept und zwei Eisenbahnwagen voll Informationsmaterial über Aids bereitgestellt. Bisher wurde dieses Material nicht benützt. Aus dem BAG verlautete nach Anfrage Mitte Mai, «man warte auf einen Entscheid aus dem EMD». Deshalb folgende Fragen: Ist sich der Bundesrat bewusst, dass die Aids-Epidemie die schon schwindenden Armeebestände noch weiter zu dezimieren droht? Wird deshalb die Aids-Information in der Armee wenigstens im zweiten Halbjahr 1988 eingeführt?

Bundesrat Koller: In unserer Milizarmee wird der angehende Soldat als Bürger im zivilen Bereich schon eingehend über das Problem der Aids-Krankheit informiert. Seit 1987 werden die Schulärzte zudem systematisch über die Probleme von Aids und über die Art und Weise orientiert, wie dieses Problem mit der Truppe zu behandeln ist. Im Hinblick auf eine vertiefte Information der Truppe haben das Bundesamt für Gesundheitswesen und das Bundesamt für Sanität gemeinsam ein Konzept erarbeitet. Diese Information umfasst die Vorführung einer Tonbildschau durch den Truppenarzt mit anschliessendem Gespräch sowie ergänzend dazu die Abgabe einer Informationsschrift. Die Vorbereitung dieser Informationskampagne in den drei Amtssprachen ist inzwischen abgeschlossen. Sie wird in den Sommer-Rekrutenschulen dieses Jahres anlaufen.

Fierz: Ich danke für diese Antwort und bin froh, dass diese Informationskampagne jetzt anläuft, denn es besteht ja wirklich eine reale Bedrohung der Armee.

Ich hätte noch eine Zusatzfrage: Wie ich erst neulich erfuhr, hätte man im Bundesamt für Gesundheitswesen die ausgewiesenen Spezialisten, die die Aids-Information in zivilen Schulen durchführen, auch gerne dienstlich als Instrukturen gewonnen, wie man früher die Leute von «Heer und Haus» in die Schulen schickte. Es scheint, dass es hier Differenzen mit dem EMD gibt. Angesichts der Bedrohlichkeit der Situation möchte ich Herrn Bundesrat Koller trotzdem fragen, ob man nicht diese Möglichkeit, alles zu tun, noch ernsthaft in Betracht ziehen könnte.

Bundesrat Koller: Wie gesagt, wir nehmen die Bedrohung durch Aids und die Aufklärung unserer Soldaten sehr ernst. Hinsichtlich des in Ihrer Zusatzfrage angepeilten Problems sind wir jedoch der Meinung, dass der Truppenarzt, der mit der Truppe in ständigem Kontakt steht und zu dem die Truppe in der Regel auch ein grosses persönliches Vertrauen hat, besser geeignet ist, hier die Aufklärungs- und Beratungsarbeit zu leisten als ambulante Spezialisten, die an einem Tag bei der Truppe auftauchen und nachher wieder verschwinden.

Frage 23:**Büttiker. Erneute Panne in der Aussenhandelsstatistik
Statistique du commerce extérieur. Nouvelles erreurs de calcul**

Nachdem bereits für 1986 das Exportwachstum um mehr als das Zweifache zu hoch angegeben worden war, ist für 1987 ein zu hoher Anstieg der Importe gemeldet worden. Zudem ist in dieser Statistik der willkürlich manövrierbare Residualposten «Vorratsveränderung inkl. statistische Differenz» in eine Grössenordnung aufgebläht worden, die sogar das Wachstum des BIP bei weitem übersteigt.

Welche Kontrollmassnahmen sind vorgesehen, um die Sicherheit der berechneten Aussenhandelszahlen zu verbessern, und wie gedenkt der Bundesrat den beunruhigenden Anstieg der Residualgrösse «Vorratsveränderung» zu verhindern?

Bundespräsident Stich: Die Aussenhandelsstatistik setzt sich aus einer Vielzahl von Daten zusammen, die zentral und

dezentral erfasst werden, pro Monat ca. 1,1 Millionen Meldungen mit rund 12 Erhebungsmerkmalen pro Meldung. Die Daten durchlaufen anschliessend verschiedene Verarbeitungsprogramme. Im Rahmen dieser Prozesse haben sich in jüngster Zeit zwei grössere Fehler ereignet. Als Konsequenz daraus hat die Oberzolldirektion mehrere Massnahmen getroffen. So sind namentlich die internen Kontrollen bei Programmänderungen und -anpassungen verstärkt und der Informationsaustausch verbessert worden. Vor der Veröffentlichung der Zahlen werden diese zudem vertieften Prüfungen unterzogen. Die Fehlergefahr wird damit zwar auf ein Minimum reduziert, lässt sich aber angesichts der Datenfülle, der knappen Personalbestände und dem Erfordernis einer effizienten Aufgabenerfüllung nie vollständig ausschliessen.

Der Posten «Vorratsveränderungen und statistische Differenzen» ist nicht Bestandteil der Aussenhandelsstatistik, sondern der nationalen Buchhaltung. Diese weist volkswirtschaftliche Globalzahlen wie Konsum, Investitionen, Aus- und Einfuhren, Bruttoinlandprodukt und Bruttosozialprodukt aus. Das Bruttosozialprodukt wird in der Schweiz von der Entstehungs- und von der Verwendungsseite her ermittelt, wobei die Ergebnisse voneinander abweichen können. Die Rubrik «Vorratsveränderungen und statistische Differenzen» stellt den Ausgleichsposten zwischen diesen beiden Berechnungsarten dar. Die nationale Buchhaltung verzichtet darauf, die Vorratsveränderungen und die statistische Differenz getrennt auszuweisen, da die statistische Erfassung der reinen Vorratsveränderungen sehr grosse Schwierigkeiten bereitet. Dies trifft in verstärktem Masse auf die vierteljährlichen Schätzungen des Bruttoinlandproduktes zu, da im Jahresverlauf keine quantitativen Daten über die Lagerveränderungen existieren.

Differenzen zwischen der Einkommens- und Verwendungsseite sind keine schweizerische Eigenart, sondern international bekannt. Betroffen sind auch Länder, die über erhebliche bessere Grundlagenstatistiken verfügen. Entscheidend ist, dass diese Probleme nicht zu Fehlinterpretationen der Wirtschaftsentwicklung führen. Die grundlegenden Kennzahlen der nationalen Buchhaltung sind aber so weit abgestützt, dass sie ein zuverlässiges Bild der wirtschaftlichen Entwicklung geben. Das im Gang befindliche Revisionsprogramm der amtlichen Statistik wird die Verlässlichkeit der Grunddaten und damit auch der einzelnen Komponenten der nationalen Buchhaltung weiter verbessern.

Frage 24:**Büttiker. Zolltarifumstellung mit Satzänderungen
Taux modifiés à la faveur du réaménagement du tarif des douanes**

Seit Anfang dieses Jahres gilt für die Schweiz der neue Zolltarif 1988, der sich nach Vorgabe der EG richtet. Vor der Behandlung des neuen Tarifs im Parlament hatte der Bundesrat versprochen, die ganze Umstellungsoperation möglichst belastungsneutral vorzunehmen. Nun zeigen aber einige Beispiele deutlich, dass diese Transponierung teilweise doch zu substantiellen Satzänderungen benützt worden ist.

Sollten nicht im Interesse einer glaubwürdigen Handelspolitik die einzelnen kalten Tariferhöhungen so rasch wie möglich beseitigt werden, damit nicht noch der Verdacht protektionistischer Zolltarifmanipulationen an unserem Land hängen bleibt?

Bundespräsident Stich: Der seit 1. Januar 1988 in Kraft stehende Zolltarif 1988 ist gegenüber dem bis Ende des letzten Jahres gültigen Zolltarif 1959 grundsätzlich ertragsneutral. Dies geht insbesondere aus den Zolleinnahmen (ohne Treibstoffzölle) der ersten vier Monate dieses Jahres hervor, die lediglich eine im Rahmen des Vorjahres liegende Steigerung aufweisen, welche in erster Linie auf die wiederum gestiegenen Einfuhren zurückzuführen ist.

Bei der Transposition der Zollansätze – Zolltarif 1959 – war es nicht möglich, sämtliche Ansätze unverändert zu übernehmen, da viele neue Nummern Waren aus mehreren alten

Nummern mit zum Teil sehr unterschiedlichen Ansätzen enthalten. In diesen Fällen erfolgte die Transposition nach den vom Gatt festgelegten Regeln, wobei meistens sogenannte Mittelansätze (nach dem handelsgewogenen Mittel) zur Anwendung gelangten. Diese Mittelansätze bewirkten für gewisse Waren Zollerhöhungen und für andere Zollsenkungen. Gesamthaft gesehen ist jedoch eine ertragsneutrale Transposition gewährleistet.

Aufgrund diverser Eingaben aus schweizerischen Wirtschaftskreisen und nach erfolgten eingehenden Abklärungen durch die zuständigen Stellen – Eidgenössische Zollverwaltung und Bundesamt für Aussenwirtschaft – hatte das geschilderte Transpositionsverfahren doch in Einzelfällen nicht voraussehbare Härten zur Folge, weshalb sich gewisse punktuelle Korrekturen von erhöhten Zollansätzen als unumgänglich erweisen. Es ist deshalb vorgesehen, dass der Bundesrat ein erstes Paket von Tarifänderungen, welche die frühere Zollbelastung für bestimmte Warenkategorien wieder herstellen sollen, auf den 1. Juli 1988 in Kraft setzt. Allfällige weitere sich aufdrängende Korrekturen wird der Bundesrat – sofern es sich als notwendig erweist – in einem zweiten Paket auf Ende 1988 beschliessen.

Question 25:

Cavadini. Schwerverkehr am Zoll in Chiasso-Brogeda Trafic lourd au poste de douane de Chiasso-Brogeda

Dans mon postulat du mois de mars écoulé, j'avais déjà attiré l'attention du Conseil fédéral sur le mauvais fonctionnement de la douane internationale de Chiasso et sur les désagréments qui en résultent. Comme les choses ont empiré au cours de ces dernières semaines, il est absolument urgent d'entamer des négociations à ce sujet avec l'Italie. Cela afin d'obtenir une amélioration de la situation à la douane du trafic des marchandises et à celle du trafic des voyageurs. En effet, le retour de l'été contribuera de nouveau à la formation de colonnes de véhicules entraînant bien des inconvénients pour les touristes et pour la population de toute la région.

Je demande par conséquent au Conseil fédéral de dire quelles mesures il a prises ces dernières semaines et, notamment, s'il a prévu à brève échéance une rencontre avec les représentants du gouvernement italien. La situation est si délicate et si grave qu'il s'impose d'agir rapidement et au plus haut niveau.

Bundespräsident **Stich**: Die Abfertigung des Schwerverkehrs an der Grenze zu Italien hat sich nach den Schwierigkeiten anfangs Mai dieses Jahres wieder normalisiert. Trotzdem erachtet der Bundesrat Massnahmen zur Beschleunigung des Verkehrsflusses beim Grenzübergang Chiasso-Proceda als notwendig. Eine Verbesserung der Situation würde insbesondere durch eine Zusammenlegung der schweizerischen und italienischen Zollabfertigung erzielt werden.

In diesem Sinne hat sich der Bundesrat auch bereit erklärt, dass Postulat Cavadini vom 10. März 1988 entgegenzunehmen. Die Oberzolldirektion hat in Verbindung mit den italienischen Zollbehörden die Möglichkeit einer Zusammenlegung für den Handelswarenverkehr eingehend geprüft. In den bisherigen Verhandlungen hat Italien einer generellen Zusammenlegung jedoch nicht zustimmen können. Gegenwärtig wird abgeklärt, ob zumindest die Zollabfertigungen im Transitverkehr zusammengelegt werden können. Auch eine Teillösung dürfte zu einer allgemeinen Beschleunigung des Grenzübertrittes führen, weil der Anteil des Transitverkehrs am Gesamtverkehr knapp über 50 Prozent liegt.

Gespräche mit den italienischen Zollbehörden finden – wie seit längerer Zeit geplant – noch diesen Monat statt. Wir erachten es als angezeigt, das Ergebnis der auf Verwaltungsebene laufenden Verhandlungen abzuwarten, bevor über die Notwendigkeit einer Intervention bei der italienischen Regierung entschieden wird.

Zur Beschleunigung der Reisendenabfertigung beim Autobahnzollamt Chiasso-Proceda hat sich Italien bereit erklärt, einen Teil der ihr zustehenden Anlagefläche an die eidgenössische Zollverwaltung abzutreten. Die Neugestaltung der Abfertigungszone bedingt bauliche Massnahmen, deren Ausführung noch vor den Ferienmonaten nicht möglich ist.

nössische Zollverwaltung abzutreten. Die Neugestaltung der Abfertigungszone bedingt bauliche Massnahmen, deren Ausführung noch vor den Ferienmonaten nicht möglich ist.

Präsident: In Abwesenheit von Herrn Bundesrat Delamuraz wird Herr Bundespräsident Stich auf die Fragen betreffend das Volkswirtschaftsdepartement antworten.

Frage 26:

Scheidegger. Schweizerisches Institut für Berufspädagogik. Personalmangel Institut suisse de pédagogie pour la formation professionnelle. Pénurie de personnel

Im soeben erschienenen Jahresbericht 1987 des Schweizerischen Instituts für Berufspädagogik (SIBP) steht:

«Wegen Personalmangel kann das Institut gesetzlich vorgeschriebene Aufgaben noch immer nicht an die Hand nehmen. Besonders prekär ist die Lage bei der Dokumentation im Bereich neuer Technologien, einer Dienstleistung, die die Berufsschulen bei ihren Bemühungen um den Anschluss an die rasche Entwicklung wirksam unterstützen könnten.»

Die heutige Personalsituation am SIBP verunmöglicht nicht nur, die gesetzlichen Aufgaben (Forschung und Dokumentation) wahrzunehmen und neue Ausbildungsbedürfnisse in der beruflichen Lehrerbildung abzudecken, sondern gefährdet die Wahrung und Verbesserung des bisher Erreichten (Aus- und Fortbildung der Berufsschullehrer). Was gedenkt der Bundesrat zur Sanierung dieser prekären Personalsituation vorzukehren?

Bundespräsident **Stich**: Das Schweizerische Institut für Berufspädagogik, eine Abteilung des Biga, ist kurz nach seiner Gründung vom Personalstopp überrascht worden. Es stimmt, dass es heute, sechzehn Jahre nach seiner Gründung, noch immer nicht über jene Stellen verfügt, die ihm damals zugesprochen waren. Durch interne Umbesetzungen ist es aber gelungen, das Personal des Instituts seit 1974 nach und nach von 8 auf 18 Einheiten auszubauen. Wegen des nach der Gründung des Instituts eingetretenen Personalstopps mussten Prioritäten gesetzt und dabei Aufgaben ausgeschieden werden, die das Institut nur marginal oder gar nicht wahrnimmt. Diese Lage zwingt dazu, bei der Uebernahme neuer Aufgaben – wie etwa bei der Ausbildung von Bürofachlehrern oder von Instruktoressen für Lehrwerkstätten und bei Einführungskursen – sehr zurückhaltend zu sein. Die Bewahrung des bisher Erreichten und die Erfüllung der gesetzlichen Aufträge haben Vorrang.

Zur Beseitigung der Mängel des bestehenden Zustandes sind Massnahmen des Bundes zur Erweiterung und Anpassung des Weiterbildungsangebotes im beruflichen Bildungs- und Hochschulwesen vorgesehen. Bei dieser Gelegenheit wären im besonderen die unterdotierten Aussenpostenfamilien in Lausanne und Lugano-Trevano zu verstärken und die Uebernahme neuer Aufgaben einzuplanen. Für die berufspädagogische Dokumentation im Bereich neuer Technologien soll nächstens eine Uebergangslösung getroffen werden.

Scheidegger: Ich möchte dem Bundesrat für seine ausführliche und positive Antwort bestens danken. Meine Nachfrage: An wie viele neue Stellen denkt der Bundesrat beim SIBP?

Bundespräsident **Stich**: Insgesamt denkt der Bundesrat an elf Stellen: in Zollikofen sechs, in Lausanne drei und im Tessin zwei.

Frage 27:

Früh. Subventionen für die Migros Subventions à la Migros

Aus der Presse ist zu entnehmen, dass ausgerechnet die florierende Migros, deren Vertreter im Rat nicht müde werden, das helvetische Subventionswesen an den Pranger zu stellen, ein Subventionsgesuch an den Bund für ihr mög-

licherweise nicht so florierendes Rheinschiffahrtsunternehmen eingereicht hat.

Stimmt das, und was meint der Bundesrat dazu?

Bundespräsident Stich: Die schweizerischen Reedereien haben wegen der Ueberkapazität an Schiffsraum, der Konkurrenz der Strasse und der ausländischen Eisenbahnen sowie wegen protektionistischen Massnahmen einiger Rheinanliegerstaaten mit erheblichen Schwierigkeiten zu kämpfen. Angesichts dieser Schwierigkeiten hat der Verwaltungsrat der Schweizerischen Reederei und Neptun AG (SRN), deren Hauptaktionär die Migros ist, kürzlich entschieden, ihren Flottenbestand von 43 auf etwa 12 Einheiten zu reduzieren. Ausserdem wurde der Wunsch geäussert, dass einige Vertreter des Verwaltungsrates von einer Delegation des Bundesrates empfangen werden, um ihr die schwierige Lage der Gesellschaft und die Konsequenzen des erwähnten Entscheides darzustellen. Diese Aussprache wird am 24. Juni stattfinden. Hingegen wurden keine Subventionsforderungen gestellt.

Frage 28:

Keller. Gegenseitige Diplomanerkennung in der EG Equivalence des diplômes au sein de la CE

Die zuständigen Minister für den Binnenmarkt der Europäischen Gemeinschaften haben in der vergangenen Woche einen entscheidenden Durchbruch bei ihren Verhandlungen um eine Richtlinie zur gegenseitigen Anerkennung der Hochschuldiplome (und von Ausweisen, die einem Hochschulstudium gleichwertig sind) erzielt.

Welche Bedeutung hat diese Diplomrichtlinie der EG für die Schweiz? Sieht der Bundesrat allenfalls Möglichkeiten, unser Land in geeigneter Weise in diese Anstrengungen um Harmonisierung einzubeziehen?

Bundespräsident Stich: Die EG-Richtlinie zur gegenseitigen Anerkennung von Hochschuldiplomen, die gegenwärtig vom Ministerrat beraten wird, wird EG-Bürgerinnen und -Bürgern mit solchen Fähigkeitszeugnissen den Zugang zu reglementierten Berufen in anderen Mitgliedstaaten öffnen. Das bedeutet nicht ein Anrecht auf eine entsprechende Beschäftigung, sondern nur das Recht auf eine in bezug auf die Ausbildungsnachweise diskriminierungsfreie Beurteilung einer Bewerbung. In ihrem Anwendungsbereich beschränkt sich die Richtlinie auf EG-Bürger in EG-Mitgliedstaaten. Sie wird damit einen Beitrag leisten, um das innerhalb der EG geltende Ziel der Freizügigkeit der Arbeitskräfte zu verwirklichen.

Die Freihandelsabkommen Schweiz-EG beinhalten keine Freizügigkeitsregelung für Arbeitskräfte. Die Richtlinie wirkt sich mithin nicht auf die gegenwärtigen vertraglichen Beziehungen der Schweiz zur EG aus. Dennoch stellt sich für die Schweiz die Frage, ob eine ganze oder teilweise Harmonisierung mit den Bestrebungen der EG auf der Basis der Reziprozität nicht im Interesse der schweizerischen Wissenschafte und Forscher liegen würde, denen sonst längerfristig eine gewisse Isolierung in Europa drohen könnte. Eine allfällige Annäherung stellt aber zahlreiche rechtliche Fragen. Diese Fragen werden gegenwärtig von zuständigen Stellen abgeklärt.

Frage 29:

Ruf. Ausländische Arbeitskräfte. Schaffung einer neuen Kategorie?

Nouvelle catégorie de travailleurs étrangers?

Vor kurzem hat die schweizerisch-amerikanische Handelskammer dem Vorsteher des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements vorgeschlagen, eine neue Kategorie von ausländischen Arbeitskräften – sog. «Entsandte» – zu schaffen und dafür natürlich ein neues Sonderkontingent zur Verfügung zu stellen.

Wie stellt sich der Bundesrat zu diesem Begehren? Teilt er die Auffassung, die Schaffung der verlangten neuen Kategorie stünde in diametralem Widerspruch zu sämtlichen Stabilisierungszielsetzungen im Bereiche der Ausländerpolitik,

und ist er demzufolge bereit, das Ansinnen energisch zurückzuweisen?

Bundespräsident Stich: Das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement hat eine detaillierte Analyse des Vorschlags der Handelskammer Schweiz-USA vorgenommen. Der Bundesrat ist der Ansicht, dass das heutige System die erforderliche Flexibilität aufweist, welche es erlaubt, auf bestmögliche Weise den wechselnden wirtschaftlichen Bedürfnissen zu entsprechen. Der die Ausländerpolitik bestimmende Stabilisierungsauftrag beschränkt zwar den Handlungsspielraum der Behörden, lässt diese Flexibilität jedenfalls zu. Der Vorschlag der Handelskammer weist beachtenswerte Ansätze auf. Mehrere in ihm enthaltene Elemente aber sind mit unserer Ausländerpolitik und insbesondere mit unseren internationalen Verpflichtungen nicht vereinbar. Im übrigen ist darauf hinzuweisen, dass die spezifischen wirtschaftlichen Bedürfnisse, welche die vorgeschlagene neue Entsandtenbewilligung befriedigen sollte, schon heute vor allem mit den bestehenden Bundeskontingenten abgedeckt werden könnten.

Präsident: Darf ich Sie um etwas mehr Ruhe im Saal bitten!

Frage 30:

Mühlemann. Beteiligung der Schweiz an der ENA, Paris Participation de la Suisse à l'ENA, Paris

Die Ecole Nationale d'Administration (ENA) in Paris ist die höchst erfolgreiche Kaderausbildungsstätte für die französische Verwaltung. Seit einiger Zeit entwickelt sich dieses Institut immer mehr zu einer Kaderschule für europäische Funktionäre. Was in Brüssel im Zusammenhang mit dem europäischen Binnenmarkt juristisch vorbereitet wird, soll in der Schulung an der ENA zu europäischer Doktrin vertieft werden.

Gedenkt der Bundesrat auch schweizerische Beobachter an dieses wichtige Management-Institut zu entsenden, um über die politische Entwicklung Europas besser orientiert zu sein?

Bundespräsident Stich: Die Aktivitäten der ENA sind dem Bundesrat bekannt. Die Ideen, die hinter der Schule stehen, haben zum Teil der Gründung unseres Institut des Hautes Etudes en Administration Politique, IDHEAP, in Lausanne-Dorigny Pate gestanden. Nach allen unseren Informationen fand zwar eine gewisse Oeffnung der ENA für Ausländer statt. Die beschränkte Anzahl Studienplätze steht aber nach wie vor in erster Linie und mehrheitlich französischen Anwärtern zur Verfügung. Auch ist die Ausbildung vorwiegend auf die französischen Bedürfnisse ausgerichtet. Die Forschung tritt als Aufgabe der Anstalt gegenüber der Lehre in den Hintergrund.

Der Bundesrat lässt sich insbesondere durch die Mithilfe der ständigen Vertretung in Brüssel und durch bilaterale Kontakte mit den EG-Staaten laufend über die Entwicklung europäischer Doktrinen informieren. Er möchte nicht ausschliessen, auch schweizerischen Interessenten bei der Bewerbung um die Zulassung zur ENA behilflich zu sein.

Mühlemann: Ich hatte Gelegenheit, vor vier Wochen an der ENA mit dem damaligen Direktor – er ist heute Industrieminister – über dieses Problem zu sprechen. Er weist deutlich daraufhin, dass eine Oeffnung der ENA Richtung Europa nicht nur geplant ist, sondern durchgeführt wird. Er selber würde es begrüessen, wenn die Schweiz an dieser Schulung beteiligt wäre. Es geht um einen Kurs von acht Monaten, und es wäre, Herr Bundesrat, interessant zu wissen, ob eine Einladung aus Paris positiv beantwortet würde. Man dächte etwa an die Beteiligung eines Teilnehmers aus dem Departement für Volkswirtschaft oder aus dem Departement für Auswärtiges. Würden Sie eine solche Einladung begrüessen?

Bundespräsident Stich: Der Bundesrat würde eine solche Einladung zweifellos begrüessen, wenn er entsprechende Leute hätte, die bereit wären, an diesem Kurs teilzunehmen.

Frage 31:**Wiederkehr. Zuckerabkommen Schweiz-Philippinen
Accord sucrier avec les Philippines**

Der Bundesrat hat bei verschiedenen Gelegenheiten die Ansicht geäußert, dass die Schweiz vermehrt Zucker aus Entwicklungsländern importieren sollte. Verschiedene Entwicklungshilfswerke haben an den Bundesrat appelliert, anlässlich des Besuches der philippinischen Präsidentin Corazin Aquino diese Woche über ein bilaterales Zuckerabkommen zu verhandeln. Namentlich auf der philippinischen Zuckerinsel Negros herrschen Hunger und Elend. In einem Abkommen garantierte Abnahmepreise und -mengen können den Kleinbauern ein Einkommen verschaffen, das zum Überleben ausreicht.

Gedenkt der Bundesrat, dieses Thema mit Präsidentin Aquino aufzunehmen?

Bundespräsident **Stich**: Der Bundesrat hat die Wünschbarkeit der Diversifikation von Zuckerimporten zugunsten der Entwicklungsländer verschiedentlich bejaht. Von den fünf sich diesbezüglich theoretisch anbietenden Möglichkeiten – multilaterales Abkommen mit Wirtschaftsbestimmungen, Subventionsabbau im Gatt, Zollpräferenzen, Bezugsverpflichtungen, Differenzierung der Grenzabgaben aufgrund der Provenienzen – erachten wir jedoch nur die ersten drei als handels- und entwicklungspolitisch praktikabel. Ein bilaterales Abkommen mit den Philippinen würde eine Bezugsverpflichtung der Importeure und substantielle Subventionen bedingen und ausserdem im Widerspruch zu unseren Verpflichtungen zum Gatt stehen. Die Erörterung dieses Themas mit Präsidentin Aquino ist nicht vorgesehen.

Question 32:**Friderici. Kauf einer Transportunternehmung durch die SBB****Achat par les CFF d'une entreprise de transports**

Les CFF ont-ils consulté le Conseil fédéral avant d'entamer des pourparlers avec l'entreprise de transports Castelletti de Milan en vue de son achat?

D'où proviennent les fonds dégagés pour cette opération financière et celle-ci est-elle compatible avec le statut d'entreprise publique des CFF?

Tous les aspects commerciaux ont-ils été examinés par les CFF, notamment en matière de concurrence avec ses principaux clients en trafic combiné?

Frage 33:**Grendelmeier. Uebernahme einer Transportunternehmung durch die SBB****Rachat par les CFF d'une entreprise de transport**

Wie stellt sich der Bundesrat zu den SBB-Plänen, das Transportunternehmen Castelletti zu übernehmen?

Ist der Bundesrat nicht auch der Ansicht, dass der Zeitpunkt der diesbezüglichen Bekanntgabe äusserst kontraproduktiv war und die Volksabstimmung zur KVP negativ beeinflussen muss (musste)?

Bundesrat **Ogi**: Zuerst eine Vorbemerkung: Nach geltendem Recht ist der Verwaltungsrat der SBB für die Beteiligung, von der Sie, Herr Nationalrat Friderici, sprechen, zuständig. Dieser Verwaltungsrat der SBB wird in einigen Tagen entscheiden. Der Bundesrat hat heute morgen davon Kenntnis genommen.

Nun zur Sache selbst: Die Firma Castelletti ist kein Lastwagenunternehmen mit einem eigenen grossen Lastwagenpark. Die Firma Castelletti ist ein Spediteurunternehmen, das natürlich auch Camionneure hat, die für diesen Spediteur Aufträge ausführen. Von einem Einstieg der SBB ins Lastwagengewerbe kann nicht die Rede sein. Es wird durch diese Beteiligung der SBB kein einziges Lastwagenunternehmen in der Schweiz direkt konkurrenziert.

Zum andern stellt sich auch hier die Grundsatzfrage des unternehmerischen Freiraums der SBB. Was machen die SBB hier? Sie operieren unternehmerisch. Sie handeln mit Blick nach vorn. Sie versuchen, auf ihrem Speditionsgebiet

attraktiv und aktiv zu bleiben. Sie handeln mit Blick auf Europa 1992. Zu diesem Zeitpunkt wird es auch für die SBB härter werden. Sie handeln also als flexibles Unternehmen und nicht als bürokratischer Verwaltungsapparat. Das ist im übrigen genau, was viele von Ihnen von den SBB immer wieder verlangt haben. Man kann das in unzähligen Ratsprotokollen nachlesen. Die SBB nehmen den Auftrag an. Nach dem Leistungsauftrag 1987 sind sie gehalten, nach kaufmännischen Regeln vorzugehen. Es ist ihre Chance, aber es ist auch ihr Risiko. Und ohne ein gewisses Risiko geht es heute nicht mehr. Auch ich habe einmal ein Unternehmen geleitet. Ich weiss, dass man im heutigen Markt nicht bestehen kann, wenn man sich immer zu 150 Prozent absichern will. Wenn man das tun muss, dann tötet man jeglichen Unternehmergeist, und dann tut man am besten gar nichts mehr. Das fordern wir ja von den SBB auch nicht. Noch zur Frage von Frau Nationalrätin Grendelmeier: Ich glaube daran, dass die Bürgerinnen und Bürger in unserem Lande ihre Meinung sehr eigenständig bilden, nach ihren Interessen, nach ihren Ideen, sicher auch aufgrund ihrer Stimmung, sicher auch aufgrund von Informationen. Deshalb bin ich davon überzeugt, dass sie sich nicht von einer geschickt lancierten Aktion beeinflussen liessen. Für mich sind die Bürgerinnen und Bürger kritisch und selbstkritisch. Im übrigen, Frau Nationalrätin Grendelmeier: Wir beide haben verloren! Die Schlacht ist geschlagen, das Volk hat entschieden. Es ist nun müssig, über das Warum zu spekulieren. Für mich ist die Abstimmungskampagne Schnee von gestern. Wir müssen jetzt nach vorne blicken, nicht zurück. Die Verkehrsprobleme bleiben, und für deren Lösung, Frau Nationalrätin Grendelmeier, brauchen wir auch die Gegner von gestern.

M. **Friderici**: Je remercie M. le conseiller fédéral de sa réponse, et je prends acte que la maison Castelletti n'est pas une maison de transports routiers. Cette maison de transports, qui affrète des camions, utilise bel et bien entre 100 et 150 véhicules. Or, les chemins de fer vont également employer ces véhicules, ils ne pourront pas rompre les contrats qu'ils ont avec ces chauffeurs affrétés qui possèdent leur propre véhicule.

La question n'est pas là, c'est une question d'éthique commerciale. Est-ce que les chemins de fer, dont les principaux clients sont précisément des transitaires, comme la maison Castelletti, ne vont pas couper les ponts avec leur clientèle? Est-ce que dorénavant, nous ne serons pas obligés, justement parce que les chemins de fer auront perdu une nouvelle part du marché – celle qui se faisait avec les transitaires – de subventionner encore plus les chemins de fer?

Bundesrat **Ogi**: Herr Nationalrat Friderici, es ist notwendig festzuhalten, dass die in der Presse festgeschriebenen Zahlen von 100 bis 150 Lastwagen, über die Castelletti verfügen soll, nicht stimmen. Nach unseren Informationen hat Castelletti in Chiasso zwei 14-Tonnen-Lastwagen, drei Lieferwagen und in Italien fünf 14- bis 24-Tonnen-Lastkraftwagen und 19 Lieferwagen. Das ist die Flotte, die man uns bekanntgegeben hat. Es ist richtig, Herr Nationalrat Friderici, dass Castelletti Vertragsfahrer hat – das stimmt –, vor allem in Italien, und es ist richtig, dass diese Vertragsfahrer vor allem tätig sind in Ausführung des Speditionsauftrages, den die Firma Castelletti ausübt. Es kann aber keine Rede davon sein, dass damit nun die SBB gewisse Kontakte in Frage stellen. Es soll sich am Markt durch die Beteiligung oder Uebernahme durch die SBB nichts ändern.

Frage 34:**Neuenschwander. N 20. Ortsumfahrung Birmensdorf/ZH
N 20. Contournement de Birmensdorf/ZH**

Die Verkehrssituation in der Gemeinde Birmensdorf ist misslich und unzumutbar. Nur eine schnelle Verwirklichung der projektierten (und vom Zürcher Regierungsrat im generellen Projekt bereits bewilligten) Dorfumfahrung kann Birmensdorf von dieser schweren Last befreien.

Auf welchen Zeitpunkt kann der Kanton Zürich beziehungsweise die Gemeinde Birmensdorf mit dem Entscheid des Bundesrates für die Genehmigung des generellen Projektes der N 20. 1.3, Los 2 (zwischen dem Anschluss Oberurdorf und Fildern) rechnen?

Bundesrat Ogi: Es darf damit gerechnet werden, dass der Bundesrat noch vor den Sommerferien über das generelle Projekt der N 4, N 1c, N 20, also das Verkehrsdreieck Brunnau-Uetlibergtunnel, Verzweigung Fildern-Bergermoos, entscheiden wird.

Neuenschwander: Ich danke für die vielversprechende Antwort von Herrn Bundesrat Ogi, will aber immerhin noch erwähnen, dass der Entscheid für die Linienführung der N 20 von Oberurdorf bis nach Fildern dringend notwendig ist. Die Unterlagen, die Pläne usw., liegen bereits seit über einem Jahr zum Entscheid in Bern, beim Bund.

Zusatzfrage: Die sogenannte Umweltverträglichkeitsprüfung zielt in Richtung Variante C. Soviel ich aber weiss, hat der Kanton Aargau nicht die gleiche Auffassung. Wieso weicht er von dieser Variante C ab?

Bundesrat Ogi: Weshalb der Kanton Aargau von der Variante C abweicht, kann ich Ihnen nicht sagen. Ich kann Ihnen nur bestätigen, dass wir am 5. Mai 1988 ein Gespräch mit den Baudirektoren der Kantone Zürich und Aargau durchgeführt haben. Beide Baudirektoren konnten ihre Meinung zu diesen Projekten nochmals darlegen. Wir haben diese im Bundesrat zu werten und dann darüber zu entscheiden. Was die dringend notwendige Inangriffnahme dieses Projektes betrifft – ich habe es bereits ausgeführt –, möchte der Bundesrat noch vor den Sommerferien entscheiden.

Frage 35:

Seiler Hanspeter. N 8. Ortsumfahrung Brienzwiler N 8. Contournement de Brienzwiler

Als Anschlusswerk an die kürzlich eröffnete N 8, Abschnitt Interlaken-Brienzwiler, ist seit einiger Zeit eine dringend notwendige Ortsumfahrung Brienzwiler geplant. Sie soll das schmucke Dorf vom zeitweise unzumutbaren Durchgangsverkehr und dessen negativen Auswirkungen entlasten. Das vom Kanton genehmigte generelle Projekt liegt seit Monaten bei den zuständigen Bundesbehörden zur Genehmigung vor.

Ist der Bundesrat bereit, das Genehmigungsverfahren in Berücksichtigung des hier besonders dringlichen Schutzes der Bevölkerung in Brienzwiler gebührend zu beschleunigen, und auf welchen Zeitpunkt hin kann mit einer Genehmigung gerechnet werden?

Bundesrat Ogi: Das Verfahren zur Genehmigung genereller Nationalstrassenprojekte durch den Bundesrat unterliegt – wie Sie wissen – gesetzlichen Vorschriften, z. B. neu auch einer Umweltverträglichkeitsprüfung. Diese Vorschriften sind einzuhalten. Aber Sie wissen, das erfordert einige Zeit. Der Bundesrat kann das generelle Projekt für die N 8, Ortsumfahrung Brienzwiler, voraussichtlich im Herbst dieses Jahres genehmigen.

Frage 36:

Scherrer. N 5 Zuchwil/SO–Biel. Baubeginn

N 5. Mise en chantier du tronçon Zuchwil/SO–Bienne

Der Bau des Teilstückes der Nationalstrasse N 5 zwischen Zuchwil/SO und Biel ist vom Bundesrat beschlossen. Der Baubeginn wäre schon vor geraumer Zeit möglich gewesen. Der Nutzverkehr mit Ziel «Bözigenfeld» in Biel wickelt sich heute über die Kantonsstrasse am Jurasüdfuss bzw. durch die Stadt Biel ab. Das Gleiche gilt für den Berufspendlerverkehr. Die betroffenen Gemeinden warten auf die Entlastung von diesem Verkehr durch die N 5.

Ich bitte den Bundesrat um Beantwortung der Frage, wann mit dem Bau des fehlenden N 5-Teilstückes begonnen wird.

Bundesrat Ogi: Für die Nationalstrassenstrecken der N 5 auf dem Gebiet des Kantons Solothurn liegen noch für längere Zeit keine bereinigten Ausführungsprojekte vor. Das Projektierungs- und Projektbereinigungsverfahren für Ausführungsprojekte von Nationalstrassen durchläuft – wie Sie wissen, Herr Nationalrat Scherrer – verschiedene Phasen, namentlich die heute ausgiebig benützten Beschwerdeverfahren. Auf den Ablauf der Beschwerdeverfahren kann der Bund keinen Einfluss nehmen. Hierfür ist der Kanton – in diesem Falle vor allem der Kanton Solothurn – zuständig. Nach dem langfristigen Bauprogramm – das in Beantwortung Ihrer zweiten Frage – ist für die N 5 zwischen Zuchwil und Biel ein Baubeginn für das Jahr 1992 vorgesehen. Voraussetzung ist aber, dass bis dahin allseits bereinigte Ausführungsprojekte bestehen, und selbstverständlich gilt auch die Voraussetzung, dass die Volksinitiative «Für eine autofreie Aarelandschaft zwischen Biel und Solothurn/Zuchwil» von Volk und Ständen abgelehnt wird.

Frage 37:

Spälti. Schweizer Fernsehbeiträge in den USA

Séquences de la TV suisse diffusées sur une chaîne américaine

Seit letztem Herbst werden Beiträge des Schweizer Fernsehens im Programm «World Report» der in Atlanta domizilierten Fernsehstation CNN (Cable News Network) aufgenommen. Durch dieses Kabelnetz werden mindestens 40 Millionen Abonnenten erreicht. Wie soll diese Möglichkeit, einem so breiten Publikum die Schweiz näher zu bringen, in Zukunft genutzt werden, und wird auch geprüft, ob auf diesem Wege die schweizerische Exportwirtschaft im US-Markt entsprechend unterstützt werden könnte?

Bundesrat Ogi: Zwischen der SRG und der privaten amerikanischen Fernsehstation CNN Cable News Network besteht eine Vereinbarung über den gegenseitigen Austausch von Fernsehsendungen. Die SRG wählt pro Woche aus ihrem normalen Programm einen Beitrag aus und stellt diesen CNN zur Verfügung. Im Gegenzug kann auch die SRG Elemente des Cable News Network Programms übernehmen. Seit letzten Herbst, seit dem Beginn dieses Austausches, waren es 26 Beiträge von drei bis sieben Minuten Sendezeit.

Die SRG wählt Beiträge, die das amerikanische Publikum interessieren könnten, nach journalistischen Kriterien aus. Ob ein Beitrag im Rahmen der Sendung «World Report» tatsächlich ausgestrahlt wird, entscheidet allein der amerikanische Veranstalter. Selbstverständlich kann auch die Schweizer Wirtschaft Thema eines solchen Beitrages sein. Als Beispiele, die übernommen wurden, greife ich heraus: Parlamentswahlen Oktober 1987, Milizsystem der Schweizer Armee, Evaluation eines neuen Kampfflugzeuges, Telecom 87 in Genf, Cern mit dem neuen Beschleuniger; dann auch die Olympiakandidatur von Lausanne, die Rettungsflygwacht und 125 Jahre Rotes Kreuz.

Rechtlich gesehen fällt der Programmaustausch zwischen der SRG und ausländischen Veranstaltern in den Schutzbereich der verfassungsrechtlich garantierten Autonomie der Programmgestaltung. Der Bundesrat darf deshalb keinen Einfluss nehmen. Selbstverständlich freut es aber den Bundesrat, wenn Beiträge schweizerischer Veranstalter auf dem härtesten Fernsehmarkt der Welt Interesse und Abnehmer finden.

Nach meinen Informationen wurden die meisten Beiträge der Schweiz in den USA auch übernommen und gesendet.